

L'Institut français des relations internationales (IFRI) publie la 26^e édition de son Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies, le « Ramses »

Le « retour des nations » met à mal la suprématie américaine

Les Etats-Unis sont en train de perdre la suprématie qu'ils semblaient avoir acquise durablement avec la chute de l'Union soviétique (...). Leur liberté d'action s'est rétrécie avec leur enlisement dans la guerre contre le « terrorisme ». Cette phrase, extraite du chapitre introductif de la 26^e édition du « Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies », le « Ramses », résume le point de départ du constat principal des auteurs de ce volumineux ouvrage, principale publication annuelle de l'Institut français des relations internationales (IFRI) : l'échec américain, particulièrement en Irak, a rendu visible la réalité d'un monde « multipolaire et hétérogène », par opposition à la « mondialisation » des conceptions politiques (la démocratie) et économique (le libéralisme) prônées et portées unilatéralement par Washington. « La vision américaine du monde n'a aucune chance d'être acceptée, ne serait-ce que par une minorité significative des 6 milliards de nos contemporains », constate encore Thierry de Montbrial, directeur général de l'IFRI.

Mais cette fin de l'unilatéralisme – qui est aussi l'échec personnel de la stratégie du président George W. Bush – n'a pas ouvert pour autant la voie au multilatéralisme : la réforme de l'ONU, que son précédent secrétaire général, Kofi Annan, a voulu mettre en place pour donner à l'institution de véritables moyens d'action, a échoué ; les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux, le cycle de Doha lancé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sont bloquées. L'unilatéralisme américain comme le multilatéralisme onusien se sont heurtés, explique Philippe Moreau Defarges, responsable du Ramses, au « retour des nations ».

Car le paysage international de cette première décennie du XXI^e siècle reste avant tout marqué par la montée des « pays émergents », essentiellement les quatre BRIC – Brésil, Russie, Inde, Chine – en attendant, peut-être, l'Iran. Au nom de leurs intérêts nationaux, passés en revue au fil des chapitres de l'ouvrage, ces pays se sont faits les relais du refus de l'unilatéralisme américain, mais aussi du multilatéralisme, dans la mesure où les règles de ce dernier, en particulier dans les instances économiques internationales – OMC, Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI) – sont définies par les seuls Occidentaux.

Cette multipolarisation, qu'il ne faut donc pas confondre avec le multilatéralisme,



Vladimir Poutine (ici lors du dernier sommet du G8, en juin) a compris que la production d'énergie est la meilleure arme pour un retour de son pays sur la scène internationale. MISHA JAPARIDZE/AP

me, a aussi pour conséquence de renforcer l'hétérogénéité du monde, alors que tout semblait converger, tant pour ceux qui la vénèrent que pour ceux qui la honnissent, vers la mondialisation des économies, des cultures, des rapports politiques et sociaux, sous l'effet de la révolution des technologies de l'information et de la communication. Celles-ci ont en effet permis d'ouvrir une nouvelle étape de la croissance économique mondiale, caractérisée par la financiarisation croissante des marchés, l'interconnexion des économies nationales et l'accélération des échanges. Mais l'émergence des nouvelles puissances économiques, essentiellement articulées autour d'Etats nationaux, montre que ces mêmes instruments, technologiques et financiers, sont tout aussi (et même plus) porteurs de l'affirmation de puissances politiques que de la mondialisation du capitalisme. Phénomène dont la

manifestation la plus éclatante est la formation de « fonds souverains » d'investissements, qui permettent aux Etats émergents d'utiliser les immenses réserves de change qu'ils ont accumulées pour s'em-

parer d'actifs stratégiques dans les pays occidentaux.

Pourtant, l'urgence des problèmes devenus planétaires tels que le réchauffement climatique, les crises sanitaires ou la régulation des marchés financiers appelle plus que jamais des solutions multilatérales, et exige en tout cas une coordination politique entre les Etats de la planète, qui ont en l'occurrence les mêmes objectifs. Mais un tel scénario paraît bien incertain, au vu des difficultés des négociations commerciales et climatiques. A tel point que les sociétés civiles elles-mêmes, via les organisations non gouvernementales, la coopération entre institutions non étatiques (collectivités, syndicats, partis), ou tout simplement entre

citoyens, prennent le relais de la mondialisation économique, grâce aux mêmes technologies devenues médias de masse, pour porter au sommet des agendas politiques des thèmes que les Etats peinent à aborder.

Dans ces conditions, où des intérêts nationaux souvent opposés sont prêts à s'affronter (comme en 1914 !), de façon plus équilibrée que dans la décennie précédente, l'avenir est, jugent les auteurs, porteur de « beaucoup d'hypothèses possibles à l'horizon d'une vingtaine d'années ». Une belle formule qui pourrait ne pas manquer d'inquiéter le lecteur. Surtout lorsqu'il abordera le chapitre consacré par Laurence Nardon à « l'espace », dans lequel l'auteur, professeur à Sciences Po, explique tranquillement quelles sont les diverses possibilités de colonisation d'autres planètes du système solaire par l'humanité, dans le cas où – guerre nucléaire, catastrophe écologique ou simple choc d'une météorite – il nous faudrait évacuer notre bonne vieille Terre... ■

A. R.
Ramses 2008, sous la direction de Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, éditions Dunod, 384 p., 25 euros.

« L'urgence
des problèmes devenus
planétaires
(réchauffement
climatique, crises
sanitaires, régulation
des marchés financiers)
appelle des solutions
multilatérales »

Dominique David : « La Russie de Vladimir Poutine n'est pas en mesure de réaliser les performances économiques du Brésil ou de la Chine »

La Russie est-elle en passe de redevenir une puissance majeure, grâce à ses ressources énergétiques ?

Les experts, tout comme les Etats qui s'efforcent de redéfinir leur politique vis-à-vis de Moscou, hésitent sur le diagnostic : la Russie est-elle un pays en voie de développement qui va mieux, ou un pays émergent comme la Chine ou l'Inde ? Tend-elle à se rapprocher des démocraties occidentales, ou crée-t-elle une sorte de semi-démocratie « asiatique » ? Il est vrai que l'Occident préférerait la Russie des années 1990, faible, empêtrée dans la crise et plutôt aimable : on redécouvrait la culture russe, on espérait la démocratisation du pays. Mais les Russes, eux, ont surtout ressenti l'effondrement de l'économie et de l'Etat. Maintenant que la croissance économique se maintient, que l'Etat s'est réorganisé, que le Kremlin a reconquis des marges de manœuvre diplomatiques, on la trouve moins aimable. Il serait absurde de croire que l'un des tout premiers producteurs d'hydrocarbures au monde, qui couvre onze fuseaux horaires, ne revendique pas un statut de grande puissance ! Les



DOMINIQUE DAVID

Russes ont cru, à un moment, qu'ils seraient écoutés et entendus au sein de la « Maison Europe » : la crise du Kosovo, le bouclier antimissile ont montré que ce n'était pas le cas.

S'agit-il d'un retour à la période soviétique ?

Certainement pas. Parce qu'il y a, malgré les limitations apportées par Vladimir Poutine, des acquis démocratiques – comme la liberté de circulation ou l'existence d'une presse opposée au gouvernement – sur lesquels les Russes ne reviendront pas. Surtout, l'ambition des élites russes n'est pas de reconquérir l'espace soviétique, mais, pour la première fois dans l'histoire de ce pays – qui a toujours été, sous les tsars comme sous le communisme, un empire multinational aux frontières floues –, d'occuper un espace russe bien délimité et de définir un nouveau rapport à l'Occident. Il est cependant difficile de dire s'il s'agit d'une stratégie cohérente ou si le Kremlin se contente de profiter, dans le Caucase, en Asie centrale ou ailleurs, des erreurs et des promesses non tenues de l'Occident.

La Russie peut-elle devenir une puissance économique qui compte sur les marchés mondiaux ?

M. Poutine a compris que l'économie, et en particulier l'énergie, serait la meilleure arme d'un retour dans le jeu international. Mais sa première réaction a été la reconstitution des monopoles d'Etat. Le résultat a cependant été une croissance continue de 7 % par an depuis 1999, le rattrapage et le dépassement du niveau de production antérieur à 1990, l'afflux d'investissements étrangers, un budget public excédentaire, le retour sur les marchés d'une production nationale de biens de consommation, qui avait disparu dans les années 1990, une hausse, très inégale mais générale, du niveau de vie. L'Etat a retrouvé la capacité de contrôle qu'il avait perdue, même si son emprise sur l'économie ou la société demeure imparfaite. L'argent du pétrole et du gaz sert à acheter la Côte d'Azur et les clubs de football anglais, mais il faudrait qu'il soit investi dans les infrastructures et l'appareil productif, laissés à l'abandon depuis la période soviétique, ne serait-ce que pour continuer à exporter les hydrocarbures. La Russie n'est pas en mesure de réaliser la performance du Brésil dans le domaine des produits agricoles ou de la

Chine dans les biens de consommation. La disparition de l'Etat soviétique a laissé la place, dans les années 1990, à un individualisme féroce, dans une population privée de cadre collectif, de culture démocratique, de partis politiques, de médias libres. Ceux d'en haut se sont remplis les poches, quand ceux d'en bas tentaient de survivre. Il n'y a eu de place ni pour un projet politique, comme en Chine, ni même pour entreprendre ou investir véritablement.

Et si le prix du pétrole baissait ?

Ce serait un vrai problème pour la Russie, mais aussi pour l'Europe, qui n'a pas intérêt à une Russie faible. Mieux vaut une Russie puissante afin de renforcer sa gestion de l'espace européen par une coopération avec Moscou, de façon à ne pas laisser aux Etats-Unis un monopole, mal employé, de la puissance politique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANTOINE REVERCHON

CV

2006 Dominique David prend les fonctions de directeur exécutif de l'IFRI.
2002 Il est nommé rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*.
2000 Il est responsable des études de sécurité à l'IFRI.